

Le rôle de la deuxième chambre parlementaire pour assurer la justice sociale, politique et économique en vue de parvenir à la paix et à la stabilité

Dr. Ahmed Mohamed Asbahi
membre du Conseil de la Shoora,

L'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde arabe a pour objectif de renforcer les liens de coopération entre les États membres et de jouer un rôle plus actif dans les efforts internationaux visant à éliminer les causes de tension et de violence et à contribuer à l'instauration de la sécurité et de la paix en Afrique, dans le Monde arabe et dans le monde entier.

Comme l'Association a adopté la méthode de consultation sur les diverses questions d'ordre politique, économique et social dont souffrent les populations de la région, en coopération et en coordination avec l'Union africaine, la Ligue arabe, l'Organisation de la Conférence Islamique, les organisations régionales et d'autres organisations internationales concernées. L'Association depuis sa création a accordé une grande importance aux questions politiques, économiques et sociales d'intérêts communs des pays membres. Elle a aussi accordé une attention particulière à la fois à la cause palestinienne, à la résolution des conflits dans la Corne de l'Afrique et en Somalie, en particulier à la situation tendue dans la région des Grands Lacs et à l'évolution de la situation au Soudan ainsi qu'à l'égard des conflits à l'échelle arabe et africaine.

Concernant les conditions économiques et le reflet de la crise financière et de la crise économique sur les économies des pays arabes et africains , les problèmes de la sécurité alimentaire ,la pauvreté , le chômage, la corruption financière et administrative, et la diversité des crises provoquent l'éclatement des soulèvements de la jeunesse en réponse à ces crises, ou ce qu'on appelle les révolutions pacifiques ou révolutions molles , qui a récemment ajouté un nouveau point à l'ordre du jour de cette rencontre et aux préoccupations de l'Association, qui nécessite une étude et une action pour la contenir.

La quatrième Rencontre de concertation se tient pour délibérer sur les derniers développements politiques, économiques, sociaux de la région et discuter du rôle joué par les Seondes Chambres Législatives pour faire face aux problèmes causés par la situation actuelle dans la région et les crises qu'elles engendrent et de savoir les raisons derrière la difficulté de résoudre beaucoup de ces crises et de réagir positivement aux efforts déployés pour les résoudre.

Le pouvoir des Seondes Chambres Législatives dans la prise de décision législative et leurs relations avec l'autorité exécutive et avec des organisations de la société civile lui impose la responsabilité historique d'assurer la justice sociale et la démocratisation de la vie politique, les réformes économiques afin de parvenir à la paix, à la stabilité et à la libération des peuples de la région de l'injustice, de l'oppression, de la tyrannie et de la domination coloniale sous sa nouvelle forme.

Ce qui distingue l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du monde arabe c'est qu'elle est le seul cadre qui regroupe les pays arabe et africains. Il en est de même pour son rôle croissant comme une entité parlementaire régionale au niveau de la région. Ses travaux se caractérisent par un esprit de compréhension, de coopération et de souci d'atteindre les objectifs pour lesquelles l'Association a été créée. De telles considérations nous encouragent à avancer dans le renforcement des liens de coopération entre nos peuples et la poursuite des efforts de coordination et d'intégration parlementaire afro-arabes envers la question de la justice sociale, politique et économique afin de parvenir à la paix et à la stabilité.

Nous avons besoin de jeter un coup d'œil sur la situation actuelle des pays africains et arabes en général et pour lesquels l'Association cherche toujours à trouver les solutions appropriées pour leurs problèmes.

En dépit des efforts et des conventions signées pour l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région, des conflits et des tensions menacent la sécurité et la stabilité. La confiance est ébranlée chez certains gouvernements par rapport à d'autres gouvernements ou entre ces gouvernements et leurs peuples. Il subsiste encore des violations des droits de l'homme, des politiques d'exclusion, de marginalisation et de l'émergence de l'inégalité entre les sexes. Ce recours à la violence pour s'emparer du pouvoir, en plus de l'existence de l'immunité accordée à certaines personnes pour commettre le génocide et les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et la prolifération du commerce illicite des armes ainsi que la multiplication des groupes armés, du crime organisé et aussi le gaspillage des richesses et des ressources naturelles.

En outre, il ya l'existence des guerres civiles, les guerres interétatiques et les problèmes des personnes déplacées, des réfugiés. Il ya aussi le trafic d'êtres humains, la corruption, le manque de responsabilité, les violations sociales, la violence contre les femmes, l'abus des droits politiques, l'usage excessif de la force, la violation de la loi dans les conflits internes et externes et le manque de développement des ressources humaines. Il en est de même des lacunes dans l'infrastructure nécessaire pour atteindre les Objectifs de Développement Global , les conséquences de la récession, les récents développements des crises financière et économique mondiale ainsi que la crise alimentaire et ses effets globaux négatifs sur la région menace la sécurité alimentaire, économique et sociale, en plus de la sécheresse qui sévit dans la Corne de l'Afrique, notamment dans le Sud de la Somalie provoquant une famine effrayante.

La compréhension du concept de partenariat international par les Grandes puissances se limite à la notion de gain et de perte et le déséquilibre profond entre les exigences de dépenses sociales et les dépenses militaires. Le gaspillage des richesses et des ressources naturelles et l'endettement croissant des Etats, exacerbent le problème de la sécurité alimentaire et enracine le risque de la dépendance des pays pauvres aux aides extérieures, avec la subordination des politiques financières pour les Etats. Ces faits monopolisent la production et la vente des denrées alimentaires et de la technologie ; et assure la persistance de la pauvreté et du chômage et la dépendance permanente des pays pauvres vis-à-vis de l'extérieur.

La faiblesse du développement humain, en termes de privation et d'inégalité dans les capacités et les opportunités est un lourd fardeau sur l'économie et la croissance économique du fait que la pauvreté et le développement humain limite la capacité des personnes et des pays à mieux se servir de leurs ressources humaines et matérielles. Les pays deviennent pauvres à cause de leur incapacité à fournir la nourriture, l'eau potable, l'éducation, les soins de santé et les services publics, en plus de la faiblesse permanente de leurs ressources naturelles. La pauvreté est considérée comme une forme d'exclusion sociale et de marginalisation résultant de la violation de certains droits : le droit au travail, le droit à un revenu suffisant, le droit à la vie, le droit à la sécurité sociale et sanitaire. Ces droits économiques, sociaux et politiques doivent être respectés conformément à tous les accords et conventions internationales. Dans cet ordre d'idée lors de la lutte contre la pauvreté, Nelson Mandela affirme que la pauvreté est le visage de l'esclavage moderne.

Les études ont montré au cours de la seconde moitié du siècle dernier que le monde se dirige vers l'accentuation des disparités et de l'inégalité des peuples. Durant la période où l'économie mondiale est en pleine expansion et avait un impact sur les communautés arabes et africaines dont une des ses conséquences est la disparition de la classe moyenne, en raison des politiques budgétaires et monétaires qui ont réduit le pouvoir d'achat des personnes pauvres, de l'inflation, de la récession, la rareté des ressources naturelles, l'abus de l'exploitation des ressources rentables, la mauvaise distribution des revenus qui est liée au comportement éthique, l'absence de la solidarité sociale et de la charité et d'autres comportements éthiques positifs.

Tous les pays ont déclaré que l'homme est le but ultime du développement et il est son outil principal en même temps. Cependant la réalité du développement humain, constitue un des plus grands défis rencontrés par nos pays arabes et africains à des degrés divers, en particulier le manque d'opportunités d'emploi, l'augmentation du taux de chômage, les difficultés persistantes rencontrées par les secteurs de l'éducation, de la santé et du soin social menaçant l'avenir du développement humain.

Les problèmes et les crises dont souffre la région arabe et africaine font partie de l'ingérence extérieure avec ou sans intention dans les affaires de ces pays en vue d'assurer l'instabilité de ces pays dans le but de confisquer la volonté des ces peuples, de contrôler leurs ressources, de piller leurs richesses et de voler leur pouvoir de prise de décisions. Si un Etat de la région a fait des progrès vers l'avenir, l'observateur extérieur cherchera ses points de faiblesse pour s'en servir afin de déstabiliser son système politique pour qu'il ne puisse pas fixer ses erreurs et avancer dans le processus de changement pour un meilleur avenir.

Un pays comme la Tunisie, avec une superficie de 162.155 km et avec des ressources naturelles limitées, occupe un bon rang à l'échelle mondiale dans des secteurs économiques. Elle est la première destination touristique dans le sud de la Méditerranée avec 7,5 millions de touristes par an. Elle est aussi le premier exportateur mondial des dattes, le deuxième exportateur d'huile d'olive après l'Union européenne et le deuxième exportateur de l'acide phosphorique, et triphosphate en plus du développement de ses industries mécaniques et ses laboratoires de progrès continuel des secteurs de services et de hautes technologies dans ce pays.

Le Fonds monétaire international a publié un récent rapport sur l'évaluation des infrastructures économiques dont jouit la Tunisie en plus de sa place importante à l'échelle de l'Afrique ainsi que le rang avancé que la Tunisie occupe au niveau mondial pour la compétitivité globale, comme l'indique le récent rapport issu du Forum de Davos. Et la Tunisie a renforcé sa place aux niveaux régional et international en termes d'activités des secteurs prometteurs, grâce à des indicateurs positifs enregistrés par le secteur des technologies de communication au cours des dernières années en matière d'infrastructure des télécommunications et des services numériques, des ressources humaines. Ceci est souligné par les agences de notation internationales qui ont classé la Tunisie comme le premier pays en Afrique et le 39e au niveau mondial sur les 133 pays et ce, conformément au neuvième Rapport mondial sur des technologies de communication et d'information en faveur des divers groupes sociaux dans ce pays. La Tunisie a été classée, selon l'indice des Nations Unies sur la gouvernance au premier rang à la fois au Maghreb et en Afrique et le 66e au niveau mondial sur une liste de 193 pays pour enregistrer une

progression de 58 centres, par rapport à 2009, quand elle a occupé le 124ème rang dans cette liste.

La Tunisie est caractérisée par une classe moyenne comprenant 75% de la population, une scolarisation des enfants de 99,2% , une espérance de vie de 74 ans, un taux de pauvreté de 3,8% de la population. La Tunisie a été le premier à obtenir une résolution de l'Organisation des Nations Unies pour que cette année soit appelé ((l'année de la jeunesse))et a organisé à cet égard, un colloque international sous le titre: Les jeunes et les défis d'aujourd'hui les 2 et3 Novembre 2010.

En dépit des acquis d'ordre agricole obtenus sur le terrain par la Tunisie ainsi que ceux d'ordre industriel, touristique, éducatif et d'autres, que ce papier ne se borne pas à mentionner, cela n'a pas empêché le déclenchement de la révolution dite de jasmin, qui n'a pas réussi jusqu'à présent à établir un système alternatif meilleur de ce qu'elle a renversé, peut-être parce qu'elle était une révolution de Facebook qui a poussé les jeunes à changer sans étude ou planification préalable sur le terrain et ils étaient seulement concernés par la vengeance pour leurs souffrances, l'humiliation de leur dignité, la confiscation de leurs libertés et de leurs droits et la corruption au niveaux politique, financière et administrative qui a atteint un niveau insupportable.

Dés que les jeunes ont déclarée leur révolution, le syndicat des travailleurs et les forces d'opposition malgré ses différences l'ont rejoint pour que la Tunisie vive dans un état de chaos, qui a compliqué la situation dans le pays provoquant la peur que des pays de l'extérieur de la région qui observent ce qui se passe dans les pays arabes et africains et qui peuvent impliquer dans ces événements, pour que nos peuples restent toujours en cas d'instabilité et dépendants de l'extérieur. La situation actuelle des régimes dans la région a contribué à l'ingérence des autres pays pour atteindre leurs objectifs du fait que ces régimes ne comprennent pas les concepts de changement et de stabilité et ils ont pensé que la stabilité est la survie de ces régimes au pouvoir sans un changement en réponse aux exigences du développement durable.

Si cela était le cas de la Tunisie, comment en sera-t-il pour les autres pays arabes et africains?! Cette situation peut désigner un certain nombre de pays de la région pour être candidats à la contagion des révolutions pacifiques qui s'est déjà propagée dans certains pays arabes et qui a pris des réactions tardives qui n'étaient pas à mesure de prévenir cette contagion. Ce qui a créé des conflits et des disputes inachevés et que chaque partie s'occupe de faire du mal à l'autre partie, au détriment de la construction de la nation, du développement global et du traitement des points de faiblesses, des carences et des déséquilibres causés par ces soulèvements ou ils ont été révélés par les révolutions pacifiques.

Ces révolutions devaient s'occuper de l'assurance de la justice sociale, politique et économique et de la réalisation de la paix et de la stabilité. Il n'est pas difficile pour des peuples qui ont établi une civilisation humaine remarquable au Moyen Age, qui était issue des civilisations anciennes en voie de disparition et elles constituent les fondements de la civilisation moderne, du développement pour qu'elle retrouve sa gloire et son rôle dans la civilisation.

Ainsi, le rôle des Secondes Chambres Législatives dans le cadre d'un effort collectif de diverses institutions législatives, exécutives et judiciaires en plus des organisations de la société civile, qui assume la responsabilité de la promotion du développement civilisationnel par le biais de la mobilisation de différentes capacités et la créativité dans les communautés de sensibilisation des capacités au sein des sociétés arabes et africaines en comprenant la notion du changement et de la volonté politique et publique pour la prise de décisions dans le bon sens.

Il n'est pas étrange que l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique du Monde arabe joue un rôle de leader dans ce sens. La capacité de la Seconde Chambre Législative réside dans le fait que ces Chambres législatives de différents pays comprennent des membres qui ont l'expérience et du savoir-faire dans les domaines des autorités exécutives et législatives liés aux préoccupations des peuples. Ces personnes sont conscientes des événements et des demandes du changement et en même temps elles jouissent de la confiance de leurs dirigeants politiques.

Sans ignorer ou exclure tous les efforts entrepris visant à remédier à la situation, la Deuxième Chambre Parlementaire jouit du respect et de la confiance des différents partis dans leur pays et leurs positions responsables ne sont pas douteuses. Cette responsabilité politique et sociale la pousse à jouer un rôle national et régional et à mobiliser les différentes institutions législatives , exécutives et judiciaires , des organisations de la société civile ainsi que les différentes forces politiques, économiques et sociales , à faire sa mission comme il faut au sein de chaque État et de la région arabe et africaine et à sensibiliser le public sur les dangers du statu quo dont les peuples ont souffert de l'instabilité qui a facilité les tâches des puissances dominantes ainsi que le contrôle dans le pillage des ressources des peuples.

Cela nécessite un effort perpétuel à travers le divers moyens de communication pour avoir un public conscient de la volonté des peuples arabes et africains incluant toutes les différentes forces politiques soit celles au pouvoir ou dans l'opposition. Ces Chambres s'efforcent pour lutter contre toutes les idéologies, les politiques et les pratiques du racisme, des génocides, des massacres, des actes terroristes, du sectarisme, de l'exclusion et toutes les formes de violence et de crime. Elle s'occupe d'intensifier les efforts pour lutter contre la criminalité transfrontalière et de renforcer la coopération en matière de sécurité étatique pour la mise en œuvre des politiques, des procédures et des mécanismes visant à renforcer les relations de bon voisinage et de la coopération multiethnique entre les pays arabes et africains.

En outre, la deuxième chambre parlementaire joue le rôle qui consiste à assurer que les régimes suivent l'approche politique et démocratique inspirée de la tradition et de l'éthique et du patrimoine historique des peuples de la région et s'enrichir de l'histoire contemporaine.

- Elle cherche à promouvoir les politiques et les stratégies fondées sur le respect des valeurs et des principes de la démocratie , de la bonne gouvernance et du respect des droits humains.
- Renforce la construction de l'État moderne par le biais de la consolidation du principe de l'égalité devant la loi entre tous les

citoyens, sans discrimination, et la mise en application du principe de la transparence et de la responsabilisation de chaque personne nommée à une fonction publique et d'assurer le droit de la citoyenneté égale, le droit de tout citoyen à accéder sans favoritisme aux fonctions publiques correspondant à ses qualifications et ses compétences. Elle garantit les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des femmes et leur permettre de jouir de tous les droits du citoyen, dont le droit à exprimer leurs opinions et leurs choix politiques, économiques, sociaux et culturels à travers des divers médias et par les moyens de l'action civile, comme des manifestations, des marches, les diverses formes d'action pacifique sans violation des règles de la sécurité publique et la sécurité du citoyen.

- Elle travaille pour l'interdiction d'atteindre des objectifs politiques, économiques, sociaux et culturels par la violence et la force armée en considérant que ces actions qui mettent l'auteur sous peine de la responsabilité pénale.
- Elle s'occupe de l'assurance de la neutralité des organes civils, militaire et sécuritaire de l'Etat et la nécessité de distinguer entre les ressources des États et les biens des employés dans des hautes fonctions et de criminaliser l'abus de l'argent et des ressources publiques de l'Etat en faveur d'intérêt personnel.
- Parmi les principaux composants de la démocratie il ya l'assurance de la justice sociale et la réduction de l'inégalité dans la répartition des revenus et des ressources. Dans le renforcement de la structure de l'Etat on ne doit pas voir la démocratie dans une étroite perspective, mais il faut la mettre en application en conformité avec les principaux composants de la démocratie, tel que la liberté, le pluralisme politique, la représentation du peuple, la séparation des trois pouvoirs, le transfert pacifique du pouvoir, l'appui sur la Constitution, la primauté du principe de l'égalité des opportunités qui conduisent à la justice sociale.

* Il faut lutter contre la corruption causant la destruction des régimes corrompus qui ont conduit leurs pays à devenir des États défailants dans le classement mondial, en fonction de plusieurs critères, soit dans le cadre de la bonne gouvernance ou soit dans ce cadre de la démocratie ou de la construction de la société civile, ce qui conduit à la propagation de la pauvreté, de la misère et de l'exode. La corruption avec ses caractéristiques structurelles qui fait partie la nature et la composition du régime, ce problème est observé en cas d'absence d'un régime institutionnel apte à éradiquer la corruption.

Nous ne pouvons pas ignorer l'impact du système économique international sur la situation actuelle dans les pays arabes et africains qui n'est pas exclu du phénomène de la corruption, ce qui a révélé que certains Grands Etats qui ont subi la crise financière et économique dont les conséquences sont encore remarquables dans les économies des pays développés. La propagation de la corruption affaiblit la question de la justice, notamment dans la protection des droits et des chances de la majorité des personnes à moyen et faible revenu en faveur de la minorité des personnes à revenus élevés qui ont formé leur richesse au sein des systèmes économiques corrompus et l'absence de la bonne gouvernance. Alors nous devons accorder un intérêt à la composition de la société civile, sa stratégie et son efficacité pour limiter le phénomène de la corruption, en particulier dans les hautes fonctions de l'Etat ce qui constitue une nécessité pour assurer la réussite de la construction d'un Etat moderne. De plus, la révolution de Facebook a été basée sur la propagation de la corruption dans la haute sphère de certains États provoquant la souffrance, la pauvreté et la misère des peuples gouvernés par ces régimes corrompus.

La transition vers la démocratie , le pluralisme politique et l'assurance des droits de l'homme dans certains pays de la région a contribué à l'émergence de nombreuses organisations de la société civile et des associations travaillant dans les secteurs de service et promotion ou dans le domaine de développement avec l'établissement des associations professionnelles et des syndicats ou des organisations de la défense des libertés , des droits de l'homme et de la démocratie, a permis à ces organes de jouer un rôle important dans la multiplication des organisations de la

société civile et de l'assurance de l'importance croissante du rôle de ces organisations sur le plan social et économique.

Ces organisations constituent un assistanat pour la seconde chambre parlementaire dans l'exercice de son rôle pour assurer la justice sociale, politique et économique et en vue d'instaurer la paix et la stabilité. Pour cela les relations entre les organisations et la deuxième chambre parlementaire doivent être consolidées avec leurs homologues au niveau de la région arabe et africaine.

Il faut accorder une importance aux ressources humaines qui est le fondement le plus important du développement et sur lesquelles les gouvernements comptent pour atteindre une place remarquable parmi les pays développés, en s'appuyant sur le système d'éducation et de recherches avec des hauts standards de qualité en conformité avec les normes internationales en vue de former des personnes aptes à renforcer le processus de développement dans un monde où il n'y a pas de place que pour ceux qui jouissent de la connaissance, de la haute technologie et de la clairvoyante mentalité.

Cela nécessite que la Seconde Chambre parlementaire confirme l'importance d'améliorer la qualité de l'éducation au service du développement et de l'élaboration des manuels éducatifs en conformité avec les exigences du développement réel et de l'harmonisation des résultats de l'éducation aux besoins du marché du travail et d'adapter les politiques du gouvernement liées aux jeunes avec des plans de développement et avec les possibilités de renforcer leur rôle dans le développement global et l'éducation des filles ce qui est liée à l'amélioration des indicateurs de développement humain dans le pays.

Il ya des déséquilibres entre les exigences des dépenses sociales et les dépenses militaires, entre l'augmentation des dépenses publiques sur les exigences de la protection des régimes politiques pour assurer sa durabilité par des dépenses militaires excessives et les exigences de sécurité, qui ont un impact négatif sur la possibilité de réaliser le développement humain habile qui affectent positivement l'activité économique d'une part et le statut social de l'être humain d'autre part.

Pour remédier à ces déséquilibres, il faut que nous comprenons que la meilleure protection pour les régimes est de s'efforcer à assurer la justice sociale, économique et politique. Et les gouvernements doivent être plus sensibles à la nature de la sécurité sociale et économique à la lumière des changements que le monde connaît actuellement. Pour cela la formulation du budget général, qui constitue un processus bureaucratique fondée sur la proposition offerte par des institutions gouvernementales des budgets selon leurs besoins financiers doit être modifié pour prendre en compte les droits sociaux et économiques des citoyens, en particulier, ceux relatif à l'éducation, à la santé , aux services sociaux, au travail , à l'acquisition des connaissances et à l'accès aux ressources nécessaires pour avoir un niveau de vie acceptable.

Tel est le rôle de la Deuxième Chambre Parlementaire dans le développement des capacités des autorités concernées, notamment les autorités législatives dans la préparation des budgets de l'Etat et le soin des droits des citoyens à travers l'organisation des ateliers spécialisés dans ce domaine. Ce qui est observé en général, est qu'il ya une baisse des dépenses publiques sur les droits économiques et sociaux des citoyens en faveur de l'augmentation des dépenses de sécurité intérieure et que la réalité des allocations consacrées à l'éducation, à la santé et au travail dans les budgets du gouvernement ne sont pas dépensées à l'enseignement technique , aux soins de santé primaires et à la médecine familiale en vue de réduire le chômage et la pauvreté d'une façon planifiée, ce qui exige l'élaboration des nouvelles législations incluant des dépenses dans les budgets des pays.

En termes d'activités régionales des Secondes Chambres Parlementaires, leur rôle sur le plan économique, commence par donner des conseils aux dirigeants et aux Chefs d'Etats pour adopter une politique commune envers la sécurité alimentaire et la coopération dans la création d'un regroupement économique arabo-africain intégré sans frontières à la lumière des réalités géopolitiques dans le monde d'aujourd'hui dominé par des conglomérats et des regroupements économiques, qui est devenu une pratique mondiale où de nombreux pays du monde, ayant des différents systèmes politiques et économiques sont fondus dans des regroupements ,

en accord avec la nature des besoins et des circonstances du monde d'aujourd'hui.

En raison de l'aggravation du problème de la nourriture que la région arabe et africaine ne peut plus se libérer de la dépendance extérieure, sauf par la création d'une intégration complémentaire agricole, qui est devenue une nécessité requise des pays de la région pour faire cette intégration, tant au niveau de la coordination des efforts ou de l'unification des capacités et des ressources, ou l'établissement des projets de développement en général et les projets liés à la résolution du problème de l'alimentation en particulier, l'intégration entre la force agricole active dans certains pays, la terre agricole dans d'autres pays et l'argent dans certains autres pays peuvent contribuer à créer une intégration dans le domaine agricole et la réduction du problème du chômage afin de s'assurer de la sécurité alimentaire et de l'indépendance ainsi que de la réduction du problème de la pauvreté.

La région a besoin d'intégrer ses économies par le regroupement de ses ressources, les éléments de la production en terme de matériels et des ressources humaines, la libre échange des marchandises et des produits entre les pays de la région, sans imposer des restrictions et des tarifs douaniers et le libre circulation des personnes pour vivre et travailler en vue de faciliter le transfert d'argent entre ces pays. Tout cela exige une volonté politique commune des pays arabes et africains. Ces pays doivent travailler pour établir l'intégration entre les plans de développement au sein des pays de l'Association et les possibilités d'investissement dans ces pays afin de profiter des opportunités d'investissement dans des secteurs prometteurs pour l'investissement réciproque entre ces pays afin que le secteur privé joue son rôle.

Mais pour réaliser les programmes de développement dans les pays des deux régions d'Afrique et du Monde arabe, la Ligue arabe et l'Union africaine confirment l'importance de la résolution des conflits internes interétatique et international. Le processus du règlement des différends doit être parmi les préoccupations prioritaires des pays de la région. En raison des guerres qui ont éclatées dans les deux régions, le développement et le progrès ne seront pas réalisés en raison du coût très

élevé de la guerre et ses dégâts d'ordre politique social, économique et culturel. Ces guerres facilitent la mise en œuvre des stratégies visant à démanteler l'unité politique et les entités nationales et régionales afin de les vider de leur contenu à travers l'encouragement des conflits et des désaccords parmi ces pays tout en cherchant des excuses pour la présence internationale dont le résultat est que la région est devenue annexée par les grands pays et ce, dans ses ressources de sol et maritimes .

Notre région a appris beaucoup de leçons suite aux guerres civiles et interétatiques qui ont éclaté au cours des dernières décennies depuis le milieu du XXe siècle causant la perte des millions de vies humaines ? Ce qui a causé la destruction de l'infrastructure de la région qui est essentiellement faible du fait que la destruction causée par la guerre affecte les écoles, les hôpitaux et les services publics et les logements. En plus du gaspillage de ressources de l'Etat pour des dépenses de guerre au lieu de les dépenser au faveur du développement et de la réduction du chômage , ce qui a conduit à la multiplication du nombre des personnes handicapées en raison de la guerre et des mines, à l'effondrement de la production, du commerce et de l'investissement, à la multiplication des personnes déplacées et des réfugiés fuyant des zones de guerres ,ce qui influence les valeurs morales par la diffusion de la culture, de la peur et des maladies mentales et de la culture de violation et d'autres vices.

Il n'ya aucun doute que ces leçons sont assez pour mettre un terme aux différends et aux conflits causant les guerres civiles et interétatiques. Par conséquent, la Deuxième Chambre Parlementaires et les sages de l'Afrique et du Monde arabe ainsi que les institutions actives et influentes dans les arènes africaines et arabes doivent jouer un rôle vital dans le règlement des conflits en profitant de leur statut social et du respect accordé à ces personnes plus que celui accordé à n'importe quel pays. Ces Chambres législatives doivent poursuivre leurs efforts par l'organisation des rencontres directes entre les Etats en conflits, et dans certains cas, le pouvoir et les opposants. Tout en comblant l'écart de ces conflits par la réparation des dommages, la reconstruction, la compensation en vue d'effacer les effets des guerres et des conflits. Cela contribue à garder la dignité des partis en conflits pour qu'ils se sentent satisfaits. En outre, le maintien des accords est une tâche prioritaire et la violation de ces accord

peut provoquer que la partie contrevenante sera puni par tous les États et les institutions de l'Union africaine et arabe, d'ordre officiels et privés, Cette punition collective privera la partie contrevenante de toute sa légitimité et de son respect ce qui les forcé à respecter les accords signés.

Le rôle des Secondes Chambres Parlementaires est important dans l'assurance de la justice sociale, économique et politique pour parvenir à la paix et à la stabilité. Elle joue également un rôle de coordination et de complémentarité avec la Seconde Chambre Parlementaire et avec le pouvoir exécutif et les organisations de la société civile et par le biais des organisations régionales, notamment l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde arabe, l'Union africaine, la Ligue arabe et l'Organisation de la Conférence islamique. Il ya un le besoin pour chaque pays de favoriser la prise de conscience du lien historique entre le mouvement de la lutte contre le colonialisme et le racisme dans diverses régions d'Afrique et du Monde arabe ce qui donne aux intellectuels africains et Arabes la responsabilité commune de coordonner leurs efforts pour surmonter la désintégration et la frustration chez beaucoup des peuples de la région avec leur histoire riche et leur futur avec des intérêts communs de ces pays. Ceux -ci doivent poursuivre cette époque caractérisée par le progrès technologique et la révolution de l'information et la circulation des ressources humaines et l'exploitation des ressources en faveur du progrès et de la prospérité du peuple.

Ces Chambres législatives contribueront à l'enracinement du pluralisme politique, du bicaméralisme contraignant, du transfert pacifique du pouvoir, de la justice sociale, de la citoyenneté égale, du respect des droits humains, du partenariat véritable d'intérêt politique, économique et sociales entre les groupes et les régions d'une nation, de la réalisation de la réconciliation nationale , du resserrement des liens de fraternité ,de solidarité et de la tolérance

Enfin,

Ce document ne prétend pas inclure tout le sujet en discussions et il est encore nécessaire de l'enrichir avec des idées et des points de vue sur les divers aspects de ce sujet. Mais ce papier peut susciter un débat qui sera enrichi par vos commentaires et vos observations et il constitue une chance

pour évaluer les idées et les opinions des sages participants à cette rencontre de concertation lors de sa quatrième session ordinaire. Ce papier se conclut par les paroles du leader Nelson Mandela qui a dit: -

* Je veux dire au monde entier que quand nous sommes prêts à résister aux défis auxquels nous serons en mesure de réaliser tous les rêves même les rêves imaginaires.

* Chaque fois que l'homme libre monte une grande montagne, il trouvera d'autres montagnes derrière.

*Liberté ne peut pas être accordée à plusieurs reprises, soit on peut être libre ou non.

* Dans un article écrit par Mandela adressé aux arabes intitulé: Comment faire face à l'héritage de l'injustice pour le replacer par la justice, en disant que l'administration de la justice est beaucoup plus difficile que l'injustice, la destruction est négative alors que la construction est positive. Je ne parle pas arabe, mais ce que je comprends de la traduction que je reçois sur les détails du débat politique quotidien en Egypte et en Tunisie que la plupart du temps est gaspillée dans les insultes contre tout ce qui a un lien de coopération avec les anciens systèmes au pouvoir, comme si la révolution ne peut pas être achevée sans l'exclusion et le moquerie.

Vous devez vous rappeler que les partisans de l'ancien régime sont des citoyens de ce pays, alors c'est mieux de les pardonner ce qui sera un grand cadeau au pays au cours de cette étape. Il n'est pas possible de jeter ces personnes à la mer ou les neutraliser complètement, du fait qu'ils ont le droit de s'exprimer. Ce droit devrait être respecté lors de l'après - révolution. Je sais que vous serez gênés de voir les mêmes visages qui étaient hypocrites de l'ancien régime, parler aujourd'hui de la glorieuse révolution, mais au lieu de se moquer d'eux, c'est mieux de les encourager pour qu'ils soient neutralisés tout en ayant confiance que la société à la fin ne donne son vote que pour les personnes qui ont contribué à la naissance de sa liberté.

Dans une autre partie de son article, il ajoute: je pense que de cette façon, vous pouvez envoyer des messages de rassurance à la société entourée par des dictatures qu'elle ne craint pas pour son avenir sous la démocratie et la révolution. Cela peut encourager les personnes pragmatiques à se diriger

vers le changement du régime et ils peuvent avoir peur des vengeances des régimes dictatoriaux.

Imaginant que nous en Afrique du Sud nous nous sommes focalisés sur la moquerie des Blancs et leur mode de vie. Si cela n'est pas arrivé l'histoire de l'Afrique du Sud ne sera pas l'une des histoires les plus réussies et les plus fascinantes de l'être humain. J'espère que vous vous rappelez la parole du Prophète Mohammed en adressant aux prisonniers de la Mecque (Allez, vous êtes libres). Jamais le Prophète ne s'est vengé pour lui-même. Il ne luttait que pour défendre les principes sacrés de la foi musulmane. □